

LE SOLEIL

Québec, Le Soleil, vendredi 8 novembre 1985

Prix du pétrole: tout est possible

◆ Tout peut se produire dans les prix du pétrole au cours des prochaines années. Surtout dans la direction des fluctuations à la baisse et d'un possible effondrement complet des prix pouvant conduire jusqu'au chaos.

par Réal LABERGE

D'un prix actuel pour le pétrole brut de \$28 à \$30 le baril, les prévisions des experts s'échelonnent entre \$22 et \$26, pour le plancher à moyen terme.

Mais on pourrait tout aussi bien se retrouver sous la barrière des difficultés de survie de l'industrie pétrolière, qui se situerait à \$20.

Et il se trouve des spécialistes qui vont même jusqu'à ressusciter le prix minimal de \$7 du plan Kissinger, un serpent d'il y a 20 ans, conçu comme une protection indispensable à la sauvegarde des investissements dans les autres sources d'énergie.

C'est le tableau d'incertitude qui ressort de la première journée du VIIe colloque international d'économie pétrolière tenu à Québec sous l'égide de GREEN, le Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles, de la faculté des sciences sociales de l'université Laval.

Commencées mercredi, les assises regroupent quelque 250 représentants de 37 pays et du monde

commercial, experts et universitaires de l'industrie pétrolière. Elles comporteront pas moins d'une vingtaine d'allocutions et d'exposés de spécialistes, outre des tables rondes de discussion, qui se poursuivront jusqu'à ce soir. L'inscription s'élève à \$500.

Divergences

Dans les versions contradictoires, tout dépend entre autres de l'échéancier, qui va du prix "spot", ou du marché libre à Rotterdam, jusqu'au très long terme d'après l'an 2000. Et cela, en passant par les termes courts, celui de mars, ou du printemps 1986, ou d'avant l'automne 1987, outre le moyen terme de cinq à six ans, et le long terme d'avant les années 2000, comme en fait l'énumération le directeur de GREEN et président du colloque, M. Antoine Ayoub.

Mais tout dépend encore si la prédiction provient des porte-parole de l'un ou l'autre des intérêts divergents en présence: les pays producteurs de l'OPEP, les banquiers, les sept grandes compagnies internationales, les pays importateurs ou les compagnies nationales des pays à planification contrôlée (pays de l'Est).

Dans ces énoncés discordants, ce sont surtout les pays producteurs de l'OPEP et les banquiers, qui ont la voix haute et revendicatrice, quand le marché est à la baisse, a remarqué notamment le spécialiste M. J. Treat, associé de la firme Bear, Stearns & Co., de Los Angeles.

"Et il y aura toujours du chantage par quelqu'un. Avant, c'était l'OPEP, qui a profité des prix élevés; et maintenant, ce sont les banquiers, avec leurs taux élevés d'intérêts, a surenchéri M. Marcel Gilbert, sous-ministre associé du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Il devait ajouter qu'on se retrouve désormais non plus en situation de monopole, mais de concurrence, qui favorise les consommateurs et les pays en voie de développement.

Incidemment, M. Gilbert a exprimé l'opinion que la plus grande menace, ce n'était pas l'effondrement ou la flambée des prix du pétrole, mais le sous-développement qui en résulte pour la plupart des pays consommateurs.